

7 Jours

Filpac CGT

N°89 – 19-5-2014

Directeur de publication : Marc Peyrade

Rédaction : Jean Gersin (gerson@filpac-cgt.fr)

Filpac CGT - tél. : 01 55 82 85 74 - www.filpac-cgt.fr

Pourquoi nous irons tous ensemble à Wizernes le 24 mai ? La journée « portes ouvertes » doit rassembler tous les salariés de tous les groupes papetiers de la filière professionnelle. Il s'agit de construire l'avenir des usines, de leurs emplois et leurs charges de travail. Soutenir la revendication de préemption, portée par des centaines d'élus et de maires, exiger un décret Arjowiggins comme il y a un décret Alstom, pour passer à la préemption concrète, protéger les emplois et les commandes. Solidarité se dit Wizernes, le 24 mai.

A partir de 9 heures, samedi 24, rue du Choquet, 62570 Wizernes

**Arjowiggins Wizernes, Crèvecoeur, Bessé-sur-Braye, Le Bourray,
Greenfield-Château-Thierry, Charavines, Palalda-Amélie-les-Bains**

Le 24 mai, tous à Wizernes

TOUS DISENT NON AUX DESTRUCTIONS D'USINES, TOUS EXIGENT LE DROIT DE PRÉEMPTION !

Jamais une annonce de fermeture n'a été aussi unanimement rejetée !

- les salariés, les syndicalistes, la population des usines Arjowiggins
- mais aussi les **25 maires** de la Communauté d'Agglomération de Saint-Omer,
- les **33 maires** de la Communauté d'Agglomération du Pays de Lumbres,
- **75 conseillers généraux** (sur 77) du département du Pas-de-Calais,
- sans compter les maires, députés et sénateurs des autres régions industrielles touchées.
-

DE QUEL DROIT ? Le 10 avril, le groupe Sequana - coté à la Bourse de New York – rendait publique sa décision de fermer les usines Arjowiggins en France dans l'année qui vient. Pourtant les usines sont rentables, et du papier, on en a besoin. Mais ces messieurs les patrons du groupe Sequana ne sont pas des papetiers, juste des financiers. Ils ont été chercher l'accord des banques et de la Banque publique d'investissement (BPI), l'actionnaire de référence dirigé par l'Etat, pour que les créances soient payées au **détriment des emplois !**

OUI, LES SALARIÉS, LA POPULATION, LES ÉLUS ONT LEUR MOT À DIRE contre le pouvoir totalitaire de ces prédateurs financiers, qui ne savent même pas situer les usines Arjowiggins sur la carte. Le groupe veut tuer l'emploi industriel parce qu'il espère plus de profits dans la distribution de papier. Une fois empoché les aides industrielles, l'état major n'en veut plus, de ces usines... Qu'il s'en aille, qu'il laisse le camion, les clés du camion et son contenu.

UN DÉCRET ARJOWIGGINS DANS LA FOULÉE DU DÉCRET ALSTOM ! Le gouvernement a pris le 14 mai un décret qu'il présente comme un acte d'autodéfense contre les raids des prédateurs sur les biens industriels stratégiques. En fait, c'est un décret Alstom, vu l'émotion suscitée par l'acte du PDG Patrick Kron, à savoir brader Alstom, un des fleurons de l'industrie, à General Electric ou Siemens. Ce décret, pris à la hâte et de façon symbolique, est un aveu : YES WE CAN ! Oui, les pouvoirs publics ont les moyens, le droit et la possibilité d'agir pour le bien commun, en toute indépendance à l'égard et de l'Union européenne et des marchés industriels ou financiers !

SI UN DÉCRET ALSTOM CONTRE LES RAIDS DES MÂLES DOMINANTS DU CAPITALISME EST POSSIBLE DANS UN SENS, IL EST POSSIBLE DANS L'AUTRE ! Ce décret doit être pris par le gouvernement contre l'abandon par des grands groupes transnationaux des usines en France ! Si Sequana ArjoWiggins ne veut plus de ses usines, qu'il soit déchu de ses titres de propriété, qui doivent revenir au bien public. Les emplois, contrats de travail et contrats commerciaux doivent recevoir la garantie de l'Etat !

**LES POUVOIRS PUBLICS DOIVENT APPUYER, RELAYER, ET AIDER LA DÉMARCHE DE PRÉEMPTION
DES ÉLUS, MAIRIES, CONSEILS GÉNÉRAUX ET RÉGIONAUX !**